Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: - (2003)
Heft: 57

Artikel: "Une recherche absolument nécessaire"
Autor: Bucheli, Erika / Nowotny, Helga
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-971318

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

« Une recherche absolument nécessaire »

PAR ERIKA BUCHELI
PHOTOS DOMINIQUE MEIENBERG

Les expériences en plein champ de blé transgénique se heurtent à une opposition au sein de la population. C'est tragique, estime Helga Nowotny*, sociologue des sciences, car, en Suisse, les bienfaits et les risques de la génétique appliquée aux plantes pourraient être étudiés de manière plus indépendante qu'aux Etats-Unis.

HORIZONS: D'un point de vue scientifique, les essais de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) sur le blé génétiquement modifié ne représentent vraiment aucun danger. L'opposition est malgré tout très forte. La recherche aurait-elle un problème de communication ?

HELGA NOWOTNY: En premier lieu, il faut dire que ce n'est pas uniquement un problème suisse. Une étude récente de l'Union européenne a montré un très fort recul des demandes d'essais à l'air libre. Au total, 39 pour cent des personnes interrogées ont dû retirer leurs projets concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM) au cours des quatre dernières années. Le problème n'est donc pas uniquement lié à une communication lacunaire ou trop tardive. Philippe Busquin, commissaire européen chargé de la recherche, évoque ouvertement le risque que l'Europe devienne à l'avenir dépendante des Etats-Unis en matière de biotechnologie. Les entreprises européennes actives dans ce secteur n'ont en effet plus guère d'autre choix que de délocaliser leurs recherches aux Etats-Unis. Dans certains pays comme l'Allemagne, la méfiance envers les expérimentations génétiques a des racines historiques. Dans d'autres pays, qui disposent encore de leur propre agriculture, se mêlent une attitude de rejet à l'encontre des grands groupes internationaux de l'agroalimentaire et une conception de la nature qui ne tolère aucune intervention humaine, même si les hommes n'ont rien fait d'autre jusqu'à présent que de la modifier.

Les consommateurs et consommatrices suisses ne désirent pas d'aliments génétiquement modifiés. Les spécialistes de technologie génétique ignorent-ils les souhaits de la population ?

Non, mais les chercheurs de l'EPFZ ont absolument raison de considérer que leur recherche est importante. Malheureusement, elle est menée au mauvais moment et au mauvais endroit, car l'opposition est déjà trop vive. La question de la sécurité des plantes génétiquement modifiées reste, au niveau international, en tête des priorités. Pour moi, cette situation est tragique, parce que la recherche est absolument nécessaire et qu'on l'empêche. Ce que le public d'ici a tendance à ignorer, c'est que pour ce type de recherche, l'EPFZ ne subit pas de pressions des milieux industriels, contrairement à ce qui se passe souvent aux Etats-Unis. Dans notre pays, les conditions de la recherche auraient par conséquent été meilleures pour mettre en évidence les risques éventuels liés au blé transgénique. Mais au niveau local, c'est trop souvent l'égoïsme qui prime.

Si la recherche ne s'orientait qu'en fonction des vœux et des craintes de la population, de nombreuses réalisations n'auraient jamais vu le jour.

Dans ce cas concret, je note une forte divergence entre pays européens et pays en développement. En Europe, du fait de la prospérité, il n'y a pas de nécessité de recourir aux aliments transgéniques. Le marché n'a par ailleurs pas été capable de susciter des besoins. En Chine en revanche, où il faut nourrir une population d'un milliard de personnes, de gros efforts sont faits pour mettre sur pied une agriculture transgénique ne dépendant pas des grands groupes internationaux. Malheureusement, la situation dans les pays en développement ne s'améliore pas, notamment à cause d'accusations mutuelles comme celles qui ont été échangées récemment entre les Etats-Unis et l'Union européenne, au moment où quelques pays africains avaient un urgent besoin de nourriture, transgénique ou non. Sous couvert de moralité, nous, Européens et Américains, faisons payer aux plus pauvres les conséquences de nos conflits d'intérêt économiques.

Dans le domaine de la recherche sur les cellules souches d'embryons humains, la discussion publique n'a pas vraiment démarré et cela malgré de gros efforts. Est-il illusoire de vouloir porter sur la place publique des questions si complexes ?

C'est un exemple intéressant. La population n'a été que modérément interpellée par les potentialités ouvertes par la science et la recherche dans ce domaine. L'intérêt principal est venu de ceux qui avaient déjà eu l'occasion d'en discuter au préalable pour des raisons professionnelles, et à vrai dire avec des arguments qui n'étaient pas perçus comme urgents par la population. Je crois que nous devons accepter cet état de fait.

La discussion concernant la recherche sur les embryons semble se dérouler à des niveaux très différents. Les uns sont fondamentalement opposés à la recherche avec des embryons humains et les autres mettent en avant les bienfaits possibles. Voyez-vous une issue à ce dilemme ?

Pourquoi propose-t-on toujours un moratoire pour la recherche et pas pour les discussions publiques quand elles piétinent? Lorsqu'il y a une nécessité légale d'agir, il faut décider, tout en respectant bien sûr les règles du jeu démocratiques et les différents avis exprimés. De mon point de vue, cela s'est passé de manière satisfaisante en Suisse.

Comment peut-on, selon vous, créer un échange avant que les fronts ne se durcissent ?

Le prochain round se profile déjà. A l'avenir, d'autres sujets vont alimenter le débat entre la science et le public. Ainsi, aux Etats-Unis, il y a déjà beaucoup de discussions autour du bioterrorisme et de ses conséquences en termes de restrictions à la liberté de presse ou à la liberté de circulation des scientifiques étrangers. Tôt au tard, nous allons connaître ce débat en Europe. Le clivage entre science et public va alors vraisemblablement diminuer, car il s'agit de questions touchant essentiellement aux principes politiques.

Les chercheurs auraient-ils besoin d'une meilleure formation pour communiquer avec la société ?

En règle générale, de telles questions se posent quand la crise a déjà éclaté. La réponse est oui, évidemment. En même temps, je fais cette mise en garde : un cours accéléré de « communication » ou d'« éthique » ne va pas résoudre tous les problèmes. La population est très attentive aux stratégies opportunistes de communication à court terme. Nous avons besoin d'une réorientation à long terme basée sur une plus grande ouverture de la science envers la société. Les sciences sociales, la recherche en sociologie des sciences par exemple, ont beaucoup appris sur ces problèmes ces dernières années et peuvent mettre leur savoir à disposition des sciences naturelles. ■

*Helga Nowotny a été jusqu'en 2002 professeure de philosophie et d'étude des sciences à l'EPFZ et a dirigé le Collegium Helveticum. Actuellement, elle est à la tête du Comité consultatif européen pour la recherche (EURAB) et dirige le programme des bourses post-doc « Society in Science : The Branco Weiss Fellowship ».
www.society-in-science.ethz.ch